

«L'heure d'une nouvelle démocratie wallonne»

«Le socle de ce que les Wallons ont en commun n'est pas suffisamment fort.» **Paul MAGNETTE**, ministre-président wallon

Paul Magnette va faire un «discours sur l'état de la Wallonie». Et invite à dépasser le clivage majorité/opposition pour moderniser la démocratie.

● Interview :
Martial DUMONT

Paul Magnette, il semble qu'aujourd'hui vous tendiez la main à la minorité wallonne pour l'inclure plus activement dans les grands dossiers. C'est une pax Wallonia ?

Pax Wallonia, c'est beaucoup dire. Mais je reste frappé par le fait qu'en Wallonie, la division entre majorité et opposition reste très profonde. Je trouve que le socle de ce que les Wallons ont en commun n'est pas suffisamment fort. En Flandre, ils ont su se dire qu'il y avait un intérêt à défendre une vision commune au-delà des divisions politiques. Ce qui n'empêche pas les divergences. Mais ils défendent un socle commun. Chez nous ça manque. Ça ne nous sert pas collectivement. Donc, je dis : essayons de nous mettre d'accord sur un diagnostic de ce qui va et ce qui ne va pas en Wallonie. Et ce qui fait notre fond com-

«C'est le moment de passer à la vitesse supérieure pour lancer une nouvelle démocratie wallonne»

mun wallon.

Et concrètement, comment fait-on pour créer ce socle commun et dépasser les divergences politiques voire politiciennes ?

J'ai proposé au président du Parlement de faire chaque année à mi-session un discours sur l'état de la Wallonie qui dirait voilà, ce qui va, voilà ce qui ne va pas et voilà ce que nous faisons. Et puis ayons un débat là-dessus avec tous les groupes et mêmes ceux qui n'ont pas de groupe.

C'est valable aussi pour la majorité. Vous croyez qu'elle est prête à entendre des propositions de l'opposition et les intégrer dans la réflexion ?

Ça doit faire partie de l'exercice. Mais on est déjà beau-

«J'ai proposé au président du Parlement de faire chaque année à mi-session un discours sur l'état de la Wallonie.»

coup dans cet état d'esprit. Le problème c'est que parfois l'opposition ne veut pas reconnaître qu'elle est d'accord avec les propositions de la majorité. Ce qui compte, c'est que ce soit bon pour la Wallonie. On doit tous se remettre en cause, majorité comme opposition. Je fais aussi mon mea culpa : dans les premiers jours de la législature, on a eu tendance, à jouer l'opposition par rapport au fédéral. Mais ce n'est pas parce qu'on a le MR dans l'opposition en Wallonie et au gouvernement au fédéral, qu'on doit importer chez nous le débat majorité/opposition du fédéral...

Vous n'avez pas le sentiment que le MR est dans cette optique ?

J'ai le sentiment que depuis le début de la législature, les débats sont d'une grande dignité. La démocratie wallonne est en train d'accélérer sa maturité.

N'est-ce pas le moment, dès lors, d'écrire cette fameuse constitution wallonne qui reprendrait le socle commun que vous voulez définir ?

Une constitution, c'est un texte qui organise le fonctionnement de la démocratie. Parlons plutôt du fond, de formes structurelles. Si on arrive à cela, pourquoi pas inscrire tout ça dans une constitution. On est déjà à la pointe de la modernité en matière de gouvernance. C'est le moment de passer à la vitesse supérieure pour lancer une nouvelle démocratie wallonne basée sur ce que j'appelle notre modèle économique mosan, et une plus grande participation citoyenne. ■

«Un panel citoyen au Parlement»

On l'a compris, Paul Magnette veut du débat sur les grands enjeux wallons au-delà des querelles politiques. Mais pas que. Selon lui, la «nouvelle démocratie wallonne» passe aussi par une implication plus importante des citoyens dans la vie démocratique.

Ce qui, dit Magnette, pourra se faire sans doute à l'avenir au travers des consultations populaires. Mais pas uniquement. Et, s'il est aussi fondamental de mettre sur pied une commission parlementaire dédiée au «renouveau démocratique» (lire par ailleurs), il est aussi important que les grands débats de sociétés puissent être discutés en dehors du champ politique.

« Il y a trois forums explique-t-il. Le premier est basé sur ce que j'appelle le modèle mosan qui associe et responsabilise les partenaires sociaux aux grandes décisions. C'est le groupe des 10, la démocratie sociale d'inspiration nordique.

Puis, il y a le Parlement. Et enfin, il y a le pilier de la société civile. Avec le président du Parlement wallon, nous réfléchissons à la mise sur pied d'un panel citoyen. Prenons des grands sujets

de sociétés et ayant des grands débats avec ce panel qui serait encadré par des spécialistes. Un exemple : les nouvelles villes. C'est une perspective à l'horizon 2050. Mais ça vaudrait la peine d'en discuter avec un échantillon de citoyens sélectionnés pour être suffisamment représentatifs. »

Et Magnette de donner un autre exemple concret d'utilité d'un panel citoyen.

« Sur les énergies renouvelables, si on avait fait ça, peut-être au lieu d'avoir ces chocs et visions dogmatiques qui se sont opposés les unes aux autres, on aurait eu une vision plus pragmatique avec une vraie adhésion de la population. »

Un constat d'échec de la politique ?

« Non, répond Magnette. C'est une évolution. Les formes de la démocratie n'arrêtent pas de changer. Elle est devenue de plus en plus inclusive pour des citoyens mille fois mieux formés et informés. Aujourd'hui, le citoyen veut plus que choisir ses représentants tous les 5 ans. Il veut avoir son mot à dire de manière beaucoup plus régulière. À nous, politiques, de faire acte d'humilité et de reconnaître que nous n'avons plus le monopole de la représentativité. On doit le partager avec les citoyens. » ■

M. Dum.

Commission de renouveau démocratique : le MR dit non

Pour accélérer le renouveau démocratique wallon, Paul Magnette compte s'appuyer, notamment, sur une future (et toujours hypothétique) commission du « renouveau démocratique ».

Selon la résolution qui va dans ce sens élaborée par le groupe PS au Parlement, on pourrait y discuter de sujets tels que la suppression de la case de tête sur le bulletin électoral, la consultation populaire ou encore l'élection directe du ministre président wallon.

Porté par le chef de groupe PS Christophe Collignon, le texte incitant à la création d'une telle commission n'est cependant pas du goût de tout le monde.

Ainsi, le chef de file du groupe MR, Pierre-Yves Jeholet, a d'ores et déjà annoncé que les libéraux ne se joindront pas à la proposition du PS.

« Ce dont on a besoin, c'est de débattre de sujets de fond » explique Jeholet. *« Qu'on mette en place des discussions sur toutes ces thématiques, je suis entièrement d'accord. Mais faisons-le au travers des commissions qui existent déjà. Il me semble par exemple que la commission des Affaires générale n'est pas surchargée de travail... »*

Jeholet craint aussi que la

multiplication des commissions au parlement wallon soit ingérable.

« Les commissions sont réparties le lundi après-midi et le mardi. Ce n'est déjà pas évident de réunir tout le monde. Et puis on a déjà créé des sous-commissions. Je ne vois pas l'intérêt d'en rajouter une. Si ce n'est d'endormir tout le monde au moment d'aborder les textes. Ça ne sert à rien d'essayer de se donner bonne conscience de la sorte ».

Reste que la majorité compte visiblement créer cette nouvelle commission. Que ce soit avec l'assentiment du MR... ou sans. ■

M.Dum.